

Les villes solidaires pour atteindre le zéro déchet

Leur réseau international était lancé hier à Miramas, cité pilote

À peine plus d'un kilo. C'est la production journalière de déchets dans un foyer de Capannori, en Italie, qui a pratiquement été divisée par deux en 10 ans. Hier, le maire de cette commune de 47 000 habitants participait aux Rencontres internationales du zéro déchet organisées par la Ville de Miramas pour témoigner de son expérience. "Aujourd'hui ce sont essentiellement des ONG qui militent pour le zéro déchet. Si les maires s'y mettent, il y aura davantage d'impact. Ce sujet doit devenir un thème politique et sortir du seul mouvement social", justifiait Luca Menesini au sujet du lancement du Réseau européen des villes zéro déchet, hier soir, qui regroupe notamment Miramas, mais aussi Hernani, en Espagne, ou encore Roubaix.

"Ce changement va à l'encontre d'un projet d'incinérateur."

"On a besoin d'échanger sur les bonnes pratiques", ajoutait Frédéric Vigouroux, le maire de Miramas, qui a impulsé une politique zéro déchet dans sa commune dès 2015, avec notamment un suivi de familles (lire ci-dessous). Car la sensibilisation, notamment auprès des scolaires, ne suffit pas toujours à développer le tri et la valorisation des déchets. Du coup, les maires sont en recherche de solutions. "Par exemple, nous réfléchissons avec la Métropole sur la



La famille Mas fait partie des familles qui ont modifié leurs habitudes avec le soutien de la Ville de Miramas pour réduire leur volume de déchets.

/PHOTO M.-C.B.

façon de faire évoluer notre marché de traitement des déchets pour en soustraire les produits alimentaires", expliquait l'élue qui porte aussi un projet de plateforme de compostage. En Espagne, la Ville d'Hernani a déjà mis en place la collecte des biodéchets et atteint un taux de 82 % de recyclage de ses ordures.

Reste à trouver des solutions pour certains déchets non valorisables, comme les produits sanitaires, ou les couches-cu-

lottes. Là encore, l'Italie est précurseur, avec une usine de valorisation des couches dont la première pierre vient d'être posée à Trévise. "Les couches représentent 5 % des déchets non valorisables", estime Luca Menesini qui a pris des mesures fortement incitatives dans sa commune. "Les gens paient un impôt sur le ramassage des ordures proportionnel au volume de déchets qu'ils produisent et non pas au nombre de m² qu'ils occupent", explique le maire ita-

lien qui réduit également de 10 % la facture de cette taxe pour les ménages pratiquant le compostage domestique.

Jusqu'à samedi soir, Miramas, qui se veut "territoire zéro déchet" multiplie les tables rondes pour montrer que ce "changement culturel", comme le définit Frédéric Vigouroux, est possible. "On paie une amende lorsque le tri a été mal effectué, ce qui a créé toute une filière autour du second tri", témoigne ainsi Kevin Drew, représentant la Ville de San Francisco, précurseur en la matière, qui fournit un kit zéro déchet à tout nouvel habitant.

Le chemin est cependant encore long pour bien des communes. "Ce changement va à l'encontre de l'idée d'incinérateur qui conduit au contraire à produire des déchets", analyse Luca Menesini dont les concitoyens ont rejeté, dans les années 90, un projet de ce type sur leur territoire, préférant aller vers le zéro déchet. "Ce combat ici, nous l'avons perdu", rappelle Frédéric Vigouroux, dont la commune est voisine de l'incinérateur de Fos.

Marie-Cécile BÉRENGER

mcberenger@laprovence-presse.fr

"Je n'ai plus de poubelle depuis trois ans"

Cela fait 3 ans qu'Aline Gubri n'a plus de poubelle chez elle. "Aujourd'hui, je produis 500 grammes de déchets non recyclables par an", confie cette étudiante à La Sorbonne, qui sort la semaine prochaine un livre rassemblant ses recettes faciles pour fabriquer soi-même de nombreux produits du quotidien, et éviter ainsi la prolifération d'emballages. "J'ai toujours été tournée vers la défense de l'environnement, et puis, il y a 3 ans, j'ai lu un livre sur le zéro déchet et je me suis rendue compte que c'était possible. En fait, on se demande jamais ce que devient le contenu de notre poubelle, une fois que c'est jeté", raconte l'auteur de



Aline Gubri, 22 ans, adepte du zéro déchet.

Zéro plastique zéro toxique. Pour autant, la transition n'a pas été simple: "Cela m'a pris un an car toutes les recettes que je trouvais sur internet étaient très compliquées. Mais finalement, on n'a pas besoin de jouer au petit chimiste, il suffit d'utiliser ce qu'on a chez soi, comme le miel en guise de masque pour la peau." Aux yeux de cette experte, qui a collaboré 5 mois dans le zéro déchet avec la ville de San Francisco, "en France et à l'international, de plus en plus de personnes s'y mettent". Et c'est facile.

→ "Zéro plastique zéro toxique" éditions Thierry Souccar, 192 pages 13,90 €. Sortie le 30 novembre.

LE REPORTAGE

La famille Mas n'a quasiment plus de déchets

Jennifer Mas est fière de montrer le contenu de son composteur. "Vous voyez, ce matin, j'ai vidé mon aspirateur", explique l'aide soignante et maman de Léa, 13 ans, et Tanael, 4 ans. Avec le papa, Bruno, cadre dans la fibre optique, ils forment l'une des 15 familles qui ont participé pendant 6 mois au défi lancé fin 2015 par la ville de Miramas, pour les aider à progresser vers le zéro déchet. "À l'époque, en moyenne, les foyers produisaient 370 kg d'ordures par an et par habitant", note Véronique Arfi, animatrice zéro déchet et zéro gaspillage à la mairie. "Aujourd'hui, certaines familles sont arrivées à 40 grammes par personne et par semaine". Un parcours jalonné d'ateliers et qui n'aurait pu se faire sans le soutien de la commune et du conseil de territoire qui a ajouté 20 points d'apport volontaires pour en atteindre 80 au total, "soit un conteneur de tri tous les 200 mètres maximum".

Avec les conseils d'une équipe dédiée, les familles ont relevé des défis, et progressé dans leur quête du zéro déchet, chacune à leur rythme. C'est ainsi que Jennifer a appris que l'on pouvait composter, aussi, le contenu d'un aspirateur sans sac. "Depuis 20 ans que nous sommes en ménage nous avons toujours recyclé. On a évolué petit à petit, avec l'évolution de la société, les possibilités qu'on nous proposait aussi", explique la mère de famille. "L'arri-



Jennifer a appris qu'on pouvait aussi composter le contenu de l'aspirateur.

vée de deux magasins de vrac dans les communes voisines d'Istres et Salon a changé beaucoup de choses", raconte cette femme active, qui fabrique aujourd'hui sa lessive "en 5 minutes" pour les machines à laver le linge et la vaisselle aussi, se lave les cheveux avec un shampoing solide donc sans contenant, et utilise même des lingettes lavables pour se démaquiller. "Ça a été leur défi. Au départ, on

était fixé sur celui des couches, mais Tanael a été propre avant!", plaisante Véronique Arfi, devenue familière des Mas, au fil de rendez-vous sur le zéro déchet qui ont fini par faire se rencontrer beaucoup de monde, dans la commune. "La Ville a été labellisée par l'État pour un projet de 3 ans et s'est engagée sur un cahier des charges. C'est l'échelle la plus pertinente pour impulser un changement de comportement et la mise en place d'une économie circulaire", souligne la responsable. Un nouveau défi rassemble aujourd'hui 45 familles, depuis janvier. L'Ademe soutient des actions mises en place en direction des commerçants, comme l'édition d'un sac en coton réutilisable pour faire ses courses. Même le restaurant McDo s'y est mis, en accélérant la fabrication de sandwiches à la demande pour éviter le gaspillage. "On a aussi participé à la pesée des déchets pendant deux semaines et ramassé des emballages dans les rues de la ville avec les employés", raconte avec fierté Christelle Sthely, en charge de ce dossier au Mc Do de Miramas. Jennifer, elle, s'est recentrée sur le local. Une Amap lui permet d'acheter de nombreuses denrées. "Finalement je ne vais qu'une fois par mois à l'hypermarché. C'est un non-sens de faire 20 kilomètres pour faire ses courses quand on aspire au zéro déchet".

M.-C.B.

SANTÉ

Cancer : l'espoir de l'immunothérapie



Le projet Pioneer, visant à mieux comprendre le cancer du poumon, a été lancé à la faculté de médecine. /PHOTO P. LAURENCON

"Le nombre de décès par an du cancer du poumon, c'est l'équivalent d'un airbus A 380 qui s'écrase chaque semaine." Par ces mots, Fabrice Barlesi a présenté tout l'enjeu du projet de recherche contre le cancer du poumon, baptisé "Pioneer" et lancé hier à la faculté de médecine de Marseille. En préambule, le Doyen Georges Léonetti n'avait pas caché la grande fierté qu'Aix-Marseille Université abrite un lauréat dans le cadre de l'appel à projets "Recherche hospitalo-universitaire en santé" (RHU), intégré au programme d'investissements d'avenir (PIA). Un sentiment partagé par le Président d'Aix-Marseille Université, le Pr Yvon Berland: "Nous bénéficions d'un beau potentiel de recherche en matière d'immunologie, réuni sous Marseille Immunopôle et dirigé par le Pr Eric Vivier. En obtenant le soutien de cet appel à projet, c'est l'interdisciplinarité qui est récompensée. Cela montre aussi l'attractivité de notre territoire."

Coordonné par le Pr Barlesi, chef du service d'oncologie multidisciplinaire et innovations thérapeutiques à l'hôpital Nord et coordinateur du centre d'essais précoces en cancérologie de Mar-

seille CLIP², le consortium associera également des équipes de l'Inserm, du CNRS, d'Amu, de l'AP-HM, des cliniciens de deux autres centres d'essais précoces qui sont le centre Léon Bérard à Lyon et l'Oncopôle de Toulouse mais aussi des industriels basés à Marseille comme Innate-Pharma et HaliDX ou ailleurs comme AstraZeneca.

"L'apparition de nouvelles thérapies a permis des progrès considérables. L'immunothérapie, qui permet de détruire les cellules cancéreuses en utilisant le propre système de défense immunitaire du malade, constitue un changement dans la prise en charge du cancer. Elle a aussi montré que pour 50 % de patients atteints d'un cancer à petites cellules étaient réfractaires à ce traitement. L'enjeu de Pioneer sera de comprendre pourquoi ces malades ne répondent pas aux traitements et de leur proposer des solutions thérapeutiques adaptées plus précises", précise le Pr Barlesi. Les premiers essais de ce projet, dont le coût total est évalué à 25 millions d'euros, devraient démarrer dès 2018 et s'étaler sur cinq ans. "On espère des premiers résultats d'ici trois ans."

Florence COTTIN

3 QUESTIONS DR VAROQUEAUX/ASTRAZENECA

"Mieux prédire aussi la réponse aux traitements"

■ Pourquoi AstraZeneca s'est impliqué dans ce projet ?

AstraZeneca conduit aujourd'hui 137 programmes de développement clinique en oncologie en France et a conclu de nombreux partenariats de recherche fondamentale et translationnelle avec le monde académique. L'objectif de Pioneer matchait parfaitement avec notre stratégie de R & D car ce sont des équipes d'excellence qui s'impliquent.

■ En quoi le projet mené par Fabrice Barlesi est-il intéressant et pourquoi avoir choisi Marseille ?

D'abord, Fabrice Barlesi est déjà investigateur de beaucoup de nos essais cliniques. L'autre attrait, c'est aussi tout l'écosystème, très spécifique de la région marseillaise, autour de Marseille Immunopôle (MI). Ce sont des équipes bien connectées qui ont l'habitude de travailler ensemble. Cet écosystème apporte un savoir-faire et une belle expertise. Par ailleurs, nous avons déjà un partenariat de développement de molécules avec Innate Pharma.

■ Qu'est-ce que ce projet peut changer ?

En immunothérapie, on a vu des réponses durables que l'on n'avait jamais observées et qui laissent penser que certains cancers métastatiques vont pouvoir être guéris. Entre 25 et 35 % de patients répondent positivement aux premiers anticorps immunomodulateurs. Cette réponse laisse de longues périodes de rémission. Néanmoins, tout l'enjeu sera de comprendre pourquoi les 70 % autres ne répondent pas. Dans ce sens, on va associer de nouvelles molécules et évaluer leur efficacité mais également identifier des biomarqueurs prédictifs de la réponse aux traitements. Prédire au mieux quel patient va répondre au traitement, c'est tout l'enjeu de la recherche aujourd'hui.

Propos recueillis par F.C.

SIDÉRURGIE

Ascométal : le gouvernement "attentif" à une reprise de "l'ensemble du groupe"

Le gouvernement est "attentif" aux discussions en cours pour la reprise du groupe sidérurgique Ascométal, placé mercredi en redressement judiciaire, et souhaite qu'elle porte sur "l'ensemble du groupe", a déclaré hier le secrétaire d'État au ministère de l'Économie Benjamin Griveaux. "Je confirme qu'à ce stade plusieurs candidats ont manifesté leur intérêt pour cette reprise", a également indiqué M. Griveaux à l'Assemblée.